

## INTERNET

## Deuxième round

Luc Caregari

**Alors que la manifestation contre l'accord Acta au Luxembourg a connu un franc succès, le gouvernement essaie d'apaiser la foule par tous les moyens.**

Pour une fois, le spectateur lambda de la télévision luxembourgeoise n'avait pas l'impression de vivre sur une île isolée : les images des manifestants contre Acta lui démontraient qu'au grand-duché aussi, la vague de protestation avait fait son chemin bien au-delà de la sphère traditionnelle des « usual suspects » qu'on retrouve à chaque manifestation. 350 personnes donc, prêtes à sauter pour exprimer leur refus de cet accord secret qui met en cause des libertés fondamentales sur internet, avec des

impacts tout aussi néfastes pour les biens matériels, et cela par des températures sibériennes.

Et que fait le gouvernement ? Au lieu de s'intéresser et de se montrer concerné par les préoccupations de la population, il continue à faire la sourde oreille d'un côté, tandis que de l'autre, il prend les gens tout simplement pour des débiles mentaux qui ne savent pas ce qu'ils font. C'est en tout cas ce qu'on peut lire entre les lignes des remarques émises par le tout nouveau ministre de l'économie Etienne Schneider. Dire qu'« Acta ne change rien à la législation luxembourgeoise » est un leurre. Certes, il n'est pas besoin de changer des lois au Luxembourg pour que le gouvernement puisse signer l'accord Acta, ce

qu'il a fait déjà par ailleurs (voir woxx 1149). Mais pourtant, en le paraphant, il a grandement ouvert les portes aux abus de toutes sortes. Comme le gouvernement l'a écrit lui-même dans sa déclaration de cette semaine : « Il est vrai que, dans ses dispositions optionnelles, Acta contient un certain nombre de mesures de lutte contre la contrefaçon qui n'existent pas dans la législation communautaire ou luxembourgeoise ». Certes, il est bien de savoir que le gouvernement luxembourgeois ne prévoit pas de réglementations plus strictes dans le genre des fameux « Three Strikes », « Hadopi » (qui vient d'ailleurs de citer devant la justice 165 internautes, et la réponse à la question si les juges procéderont à des mises en examen déterminera aussi le futur de Hadopi) ou encore, dans la variante américaine, les accords « Sopa/Pipa », qui viennent aussi d'être refoulés.

Pourtant, en essayant de calmer le jeu, le gouvernement démontre aussi une belle part de naïveté. Comme il le dit dans la même déclaration, les

craintes d'un espionnage virtuel massif au nom de la lutte contre la contrefaçon seraient basées sur des propositions (« qui n'ont pas été retenues comme dispositions obligatoires par les négociateurs »). Mais alors, cela veut également dire que les voies sont ouvertes et que chaque gouvernement peut, s'il le désire ou, plus probablement sous la pression de certains lobbies, il peut les appliquer comme il le veut.

Peut-être faut-il rappeler encore une fois pourquoi une opposition radicale à Acta est nécessaire. C'est justement parce que cet accord force le point de vue des grosses multinationales qui ont un double calcul : amoindrir les pertes encourues par les contrefaçons et, en même temps, faire tomber encore plus de barrières de la sphère privée, donc gagner plus de contrôle sur les utilisateurs dans la perspective de faire encore plus de profits. Le problème réel des contrefaçons ne sera pas résolu par Acta, mais beaucoup feront comme si, tout en s'en mettant plein les poches.

## GRÈCE

## Une austérité suicidaire

AEDH / HLHR

**L'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) et la Ligue hellénique des droits de l'Homme (HLHR) considèrent que les plans d'austérités imposés à la Grèce conduisent à une situation sociale dramatique et suicidaire.**

Plus de réformes, plus d'économie, plus de rigueur. Surtout plus de rigueur. Ainsi peut-on résumer le message envoyé à la Grèce par l'Union européenne, la Banque centrale et le FMI. Pour se voir octroyer une aide de 130 milliards d'euros, le gouvernement grec est sommé, brutalement, de mettre de l'ordre chez lui, à trois niveaux. D'abord, en faisant en sorte que le parlement grec approuve sans discussion un nouveau plan de rigueur ; ensuite, en dégagant les voies et moyens d'une économie supplémentaire de 325 millions d'euros, soit un sérieux tour de vis supplémentaire pour l'économie grecque, déjà lourdement pressurée ; enfin, en obtenant des partis au pouvoir l'engagement formel de mettre en œuvre les réformes prévues, quels que soient les résultats des élections législatives à venir.

Cette course folle vers un « toujours plus » d'austérité ne peut qu'exacerber une dynamique de récession économique et sociale, dans un contexte déjà fortement dégradé au plan des conditions de vie des grecs. Aucun hasard, donc, à ce que cette politique chemine de concert avec une obligation « d'abstinence critique » et s'accompagne du vœu

de remplacer « le gouvernement des hommes par l'administration des choses ».

Avec ces nouvelles conditionnalités, c'est l'avenir d'un peuple et d'une nation qu'on condamne au sous-développement. Au-delà, c'est l'Union européenne qu'on fragilise gravement, c'est la démocratie européenne qui est mise en cause.

### Piquet de solidarité avec le peuple grec

Les nouvelles mesures imposées par la troïka et votées par le parlement grec prévoient entre autre une baisse sensible des retraites et du salaire minimum dans le secteur privé, des suppressions d'emplois dans la fonction publique, des attaques sur les dépenses de santé et un vaste programme de privatisations. Ces économies ne pourront pas régler le problème de la dette grecque, ni relancer la croissance et l'économie. De plus, l'obligation imposée aux partis à s'engager à respecter le plan d'austérité après les élections prévues pour avril 2012, remet en cause les principes démocratiques fondamentaux.

Les manifestations récentes en Grèce témoignent d'un ras-le-bol de la population grecque face à cette politique d'austérité destructrice imposée par les pays « frères » de l'Union Européenne. Plusieurs organisations invitent à un piquet de solidarité avec le peuple grec, **ce vendredi 17 février 2012 à 17h30 devant l'ambassade grecque, 27, rue Marie-Adélaïde à Luxembourg-ville.**

Pour l'AEDH et la HLHR les solutions à la crise systémique qui frappe entre autres la zone euro ne sauraient se réduire à une cure d'austérité faisant fi des droits économiques et sociaux, des libertés démocratiques, entre autres le droit des peuples à élire leurs représentants et à déterminer librement leurs orientations politiques. De ce point de vue, le sommet de Bruxelles, qui fait de la croissance et des solidarités des non sujets, n'est pas que décevant mais profondément inquiétant.

Loin de constituer un encouragement, le signe positif d'une Europe attentive à l'urgence sociale et aux conditions d'un développement solidaire et durable, il risque de creuser davantage l'écart qui va croissant entre les peuples et l'idée même de construction européenne.

Nous appelons à un sursaut des institutions européennes face à ces politiques qui ne conduisent qu'à une impasse sociale et économique, qui remettent en cause les droits sociaux légitimes de la population grecque, et au-delà de l'ensemble des résidents de l'Union européenne qui sont ou seront touchés par ces politiques d'austérité suicidaires.

[www.aedh.eu](http://www.aedh.eu)